



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2593  
13 avril 2018  
1,20 € • DOM: 1,80€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **Lutte Ouvrière**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**



SERGE D'IGNAZIO

# **Avec les cheminots pour faire reculer Macron !**

**Hôpitaux**  
**En lutte contre  
les restrictions**

pages 14 et 15

**Brésil**  
**La bourgeoisie  
en veut à Lula**

page 9

**Universités**  
**La mobilisation  
grandit**

page 11

# Une victoire des cheminots serait une victoire pour tous les travailleurs

Macron avait déclaré le 15 mars, face à la manifestation des retraités et des personnels des Ehpad: «*Je ne sens pas de colère dans le pays.*» Eh bien maintenant, il ne peut plus l'ignorer!

La colère, il l'a sentie à l'hôpital de Rouen, où il a été interpellé par des aides-soignantes sur le manque de moyens, la fermeture de lits et de services. Il la voit à l'université, où les assemblées générales rassemblent de plus en plus d'étudiants et d'enseignants contre une sélection qui exclura des facultés les jeunes des milieux les plus populaires. Il sait que nombre d'écoles, de collèges et de lycées sont en ébullition, du fait, là encore, du manque de personnel.

Et même si Macron n'est pas en première ligne, il n'ignore pas la grève des salariés de Carrefour qui a conduit à la fermeture pure et simple de nombreuses grandes surfaces lors du week-end de Pâques, celle des salariés d'Air France. Puis il y a, bien sûr, la grève des cheminots qui continue et devient, pour lui, un véritable problème politique.

Pour toutes ces raisons, Macron a décidé de prendre la parole jeudi prochain lors d'une interview télévisée.

Son intervention sera sans surprise. Alors que les classes les plus riches du pays n'ont jamais été aussi prospères, que les actionnaires sont comblés et que la finance croule sous les milliards, Macron nous parlera de la dette et des déficits publics.

Quand, dans les quartiers bourgeois, on peut dépenser des dizaines de milliers d'euros pour un sac à main, une paire de chaussures ou un voyage, Macron nous expliquera qu'il faut compter le moindre euro mis dans les hôpitaux, dans les écoles ou dans la justice. Et, conseillé par des gens qui ne prennent jamais le métro, le RER ou les TER, Macron peindra un tableau apocalyptique de la SNCF.

Tout cela, pour nous convaincre de la nécessité de «réformer», de «moderniser» et de «remettre en marche» le pays.

Mais, comme pour le Code du travail, toutes ses réformes sont synonymes de marche arrière pour les travailleurs. Elles consistent toujours à supprimer des droits sociaux, à rendre les salariés plus malléables et plus facilement licenciés. Et c'est le cas, aussi, de la réforme ferroviaire.

N'en déplaise aux commentateurs de la télévision qui ra-

bâchent que les cheminots n'ont aucune raison de faire grève, ceux-ci savent pourquoi ils se battent. Ils veulent que leurs droits soient respectés, que leurs conditions de travail et leurs salaires ne reculent pas. Comme n'importe quels travailleurs, ils se battent contre la politique de suppressions d'emplois qui rend de plus en plus dur le travail de ceux qui restent, tout en condamnant les autres au chômage.

Ils se battent pour que les jeunes qui seront embauchés demain à la SNCF ne soient pas plus précaires et plus mal payés. Ils se battent parce qu'ils ne veulent pas devenir des pions balottés au gré des appels d'offres capitalistes.

Le gouvernement se dit déterminé à mettre fin au statut des cheminots. Mais il est incapable d'expliquer en quoi cela aidera les trains à partir et à arriver à l'heure. Parce qu'il n'y a aucun lien!


L'attaque contre le statut des cheminots est une démonstration politique. Macron veut gagner, contre eux, son brevet de réformateur au service du patronat. Il voudrait prouver que rien n'arrêtera son offensive antiouvrière. Et s'il l'emporte contre les cheminots, il se servira de sa victoire pour mettre au pas l'ensemble du monde du travail. Car il ne s'arrêtera pas à la SNCF. Le gouvernement s'attelle d'ailleurs déjà aux réformes de l'assurance chômage, des retraites et de la fonction publique, qui prévoit 120 000 suppressions d'emplois.


La grève de la SNCF n'est une partie de plaisir pour personne, ni pour les cheminots qui la font, ni pour les usagers. Mais les problèmes qu'elle pose ne sont rien en comparaison des reculs qui nous attendent tous, si Macron et la bourgeoisie sentent qu'ils ont les mains libres. Il faut donc souhaiter que les cheminots aillent jusqu'au bout de leurs possibilités.

Pour gagner, ils n'ont d'autre choix que de mener une grève déterminée, et il faut les soutenir. Dans cette société capitaliste, les exploités ne se font respecter qu'en montrant leur force. Avoir confiance en ses forces, c'est précisément ce qui manque au monde du travail depuis des décennies.

Eh bien, les cheminots sont en train de retrouver cette confiance. Cela ne peut qu'être un encouragement pour tous les autres travailleurs. Pour faire reculer le gouvernement, vive la grève des cheminots, vive la solidarité de classe!

## Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ	
Parti socialiste : seule perspective : retourner à la mangeoire	6
Notre-Dame-des-Landes : le dialogue à coups de matraque	6
	
Macron et les évêques : les voix du Seigneur	6
Loi logement : le gouvernement soigne les promoteurs	7
Entre handicapés et promoteurs, l'État a choisi	7
Vers davantage de précarité	7

Fusions-acquisitions : derrière les opérations financières, les capitalistes attaquent	10
Plan autisme : des paroles mais pas de moyens	10
Cars Macron : c'est Noël à Pâques	10
Universités : étudiants et personnel en lutte	11
Le mouvement en région parisienne	11
	
Lycées de Seine-Saint-Denis	11

DANS LE MONDE	
Syrie : la protection des populations, prétexte à une intervention	8
	
Arabie Saoudite : le prince sanglant et ses complices	8
Orban : démagogue sans scrupules	9
Bésil : contre Lula, la rancune de la bourgeoisie	9
Israël-Gaza : une volonté de tuer	10
	

AVEC LES CHEMINOTS	
SNCF : une grève et des cheminots déterminés	4
	
Des syndicats unis... pour réclamer des négociations	4
À travers le mouvement	5
Hulot et la SNCF : une couleuvre grosse comme un TGV	5
Dans les bulletins SNCF de Lutte ouvrière	5
DANS LES ENTREPRISES	
Air France	12
	

Les éboueurs - Belfort	12
PSA - Rennes	12
La Poste - Rennes - Gironde	13
Ras-le-bol chez Elior Restauration	13
	
CHU - Rouen - Angers	14
Urgences en grève : Rochefort - Toulon	14
Hôpitaux de Lyon	15
CHU Limoges	15
LA FÊTE	
À Presles, les 19, 20 et 21 mai	16

## 19 avril : toutes les raisons de manifester ensemble

La CGT appelle à une journée de mobilisation interprofessionnelle le 19 avril 2018, une action à laquelle certains autres syndicats pourraient se rallier dans les jours à venir.

Ce jour sera aussi un jour de grève des cheminots et le gouvernement n'a pas manqué de prétendre que les salariés n'avaient aucune raison de lier leurs mécontentements. Ainsi Édouard Philippe a déclaré qu'il a « du mal à voir la convergence entre ceux qui sont opposés à la réforme ferroviaire et les salariés d'Air France qui demandent des salaires plus élevés. Ce ne sont pas les mêmes objectifs. » De son côté, la secrétaire d'État auprès du ministre de la Transition écologique, Brune Poirson, s'est exprimée pour dire que les universités « n'ont rien à voir avec la SNCF. Qu'est-ce qui pourrait faire office de dénominateur commun ? Rien, sauf le refus du changement, l'immobilisme. »

N'en déplaise au gouvernement et aux nombreux commentateurs qui relaient cette opinion, un

lien existe entre toutes ces mobilisations. Les mesures déjà prises à l'encontre des travailleurs et celles qui sont projetées répondent à la même préoccupation, réduire la masse salariale. Dans le privé, le gouvernement aide les patrons à remettre en cause le CDI, en facilitant les licenciements, en ouvrant de nouvelles possibilités de contrats précaires. Toute une propagande est menée pour opposer ceux qui détiennent une certaine sécurité de l'emploi à ceux qui sont au chômage. La possibilité de déroger à une convention collective vise à permettre aux patrons de réduire les quelques protections des salariés d'une même branche. Et puis, alors que le gouvernement bloque les salaires des fonctionnaires, les patrons refusent d'augmenter leurs salariés, quels que soient les résultats de leur entreprise.

Dans la fonction publique, sous prétexte de la transformation des tâches du fait du développement du numérique, le gouvernement annonce la disparition de 120 000 postes, la remise en cause de l'évolution du salaire et discute du périmètre de la fonction publique. Sous des termes à peine voilés, il compte avoir recours à davantage de précaires, de sous-traitance et de privatisations. Ce que Macron appelle garder le statut en introduisant de la souplesse est concrètement la volonté d'en finir avec une certaine garantie de l'emploi et avec la hausse progressive des salaires par l'ancienneté. Avec le salaire au mérite, le gouvernement cherche tout simplement à réduire la part des salaires dans le budget.

Le plan de départs prétendument volontaires concernera en particulier ceux dont la fonction aura disparu ou été réorganisée. Tout comme ceux du privé aujourd'hui, ces salariés auront une épée de Damoclès



au-dessus de la tête; ils devront partir, subir un éloignement géographique ou des conditions de travail dégradées. Il y a déjà plus d'un million de précaires dans les trois secteurs de la fonction publique. Le gouvernement affirme son intention d'augmenter encore leur nombre et enlève tout espoir de plan de titularisation pour ceux qui travaillent déjà depuis des années pour des salaires moindres avec la crainte de voir leur contrat non renouvelé.

Le lien entre privé et public a été fait à plusieurs reprises par Macron lui-même dans son argumentation. Par exemple, le 1er février, il justifiait la nécessité de transformer l'État afin qu'il puisse « se réorganiser au

plus vite, comme le font les entreprises », ajoutant : « Sinon, vous gérez tout par le statut, y compris l'impossibilité de bouger. »

Quant aux réformes de l'université, quel est leur but réel sinon d'éviter d'augmenter le nombre de salles, de professeurs, d'administratifs tout en prétendant être au service des étudiants ?

Le 19 avril, les grévistes et manifestants n'auront pas une même revendication, mais ils s'opposeront ensemble aux objectifs du patronat, augmenter l'exploitation d'où il tire ses profits, et de l'État, faire payer aux salariés le pillage du budget en faveur des entreprises et des plus riches.

Inès Rabah



## Fonction publique : faire reculer l'État-patron

Le 22 mars a été une journée de mobilisation réussie au sein de la fonction publique. Des hospitaliers, des enseignants, des territoriaux se sont retrouvés côte à côte avec des cheminots mais aussi des salariés du privé. Les syndicats de fonctionnaires appellent à une nouvelle journée d'action le 22 mai.

Au fur et à mesure des réformes imposées par les gouvernements successifs, non seulement les conditions de travail des salariés du public se sont dégradées, mais

il est de plus en plus difficile pour les usagers, et en particulier les plus pauvres, de se faire soigner, de trouver des interlocuteurs pour un problème concernant les impôts, la retraite, d'être sûrs que les enfants puissent suivre une scolarité dans de bonnes conditions. Le plan actuel du gouvernement, Action publique 2022, dont l'ambition est d'économiser 4,5 milliards chaque année à partir de 2022, ne risque pas d'arranger les conditions de travail des salariés, ni l'accès de la population

aux services publics.

À la suite de la journée d'action à laquelle appelaient quasiment tous les syndicats de la fonction publique et qui a été bien suivie dans tout le pays, le gouvernement a tout juste fourni un calendrier de discussions.

Alors, dès le 19 avril, les salariés de la fonction publique auront tout intérêt à profiter de cette nouvelle journée d'action pour faire entendre leurs exigences.

I. R.

## AGENDA

### Cercle Léon Trotsky

L'explosion sociale de mai-juin 1968

Vendredi 13 avril à 20h 30

Palais de la Mutualité

24, rue Saint-Victor - Paris 5<sup>e</sup> métro : Maubert-Mutualité  
Participation aux frais : 3 €



### Fête de Lutte ouvrière

Angers

Samedi 14 avril à partir de 16 heures  
Salle Aragon 1, rue Joseph-Bara à Trélazé



# SNCF : une grève et des cheminots déterminés

Les 8 et 9 avril, pour leur deuxième séquence de 48 heures, la grève des cheminots était à nouveau massive et solide. Pepy, le PDG de la SNCF, interrogé le matin du 9 avril, n'a pu que confirmer que la grève était très suivie.

Ainsi, d'après les chiffres de la SNCF, les conducteurs étaient en grève à 75% et les contrôleurs à 71%. Sur l'ensemble de l'Exécution, la direction donnait le chiffre de 36% de grévistes, en baisse selon elle de 8%. Mais la CGT quant à elle annonce qu'un cheminot sur deux était à nouveau en grève les 8 et 9 avril. Elle indique par exemple que, dans les ateliers de maintenance qui y sont soumis, les déclarations d'intention de grève (D2I) étaient en hausse de 10%.

Le seul motif de satisfaction de Pepy était que le pays ne soit pas complètement paralysé... avec un TGV sur cinq, un Transilien ou TER sur trois, un Intercité sur six! Alors que la direction fait feu de tout bois, tente de mobiliser la hiérarchie pour remplacer des grévistes, modifie toute la programmation des services et des repos pour tenter de limiter l'impact de la

grève, le fait est là: la grève est puissante, et pas uniquement chez les roulants. Dans de nombreux ateliers, très peu de rames sortent lors des jours de grève et la direction est contrainte de reporter des opérations de maintenance.

La mobilisation se traduit aussi dans la participation aux assemblées générales. La CGT indique que, le 9 avril, plus de 13000 cheminots se sont réunis, soit 2000 de plus que le 4 avril et donc près d'un cheminot sur dix. Le 9 avril, une manifestation à Invalides, près de l'Assemblée nationale, a regroupé plus d'un millier de cheminots. D'autres manifestations se sont déroulées en province.

La solidarité de la grève est aussi dans les têtes. Édouard Philippe pensait peut-être impressionner les cheminots en affichant, dans une interview, sa «*détermination à aller au bout*» et en déclarant: «*Dès le 26 février,*



Dans les rues de Lyon le 9 avril.

*lors de ma première déclaration sur la SNCF, j'ai dit qu'il y avait des sujets qui n'étaient pas négociables: l'ouverture à la concurrence, la réorganisation de l'entreprise et la fin du recrutement au statut. Nous n'y reviendrons pas.* » Mais de nombreux grévistes savent qu'en 1995 Juppé affichait la même détermination... avant de reculer piteusement. Et dans toutes les assemblées de grévistes, dans les discussions, la détermination reste intacte.

De nombreux cheminots, fiers de leur mobilisation,

constatent l'inquiétude du gouvernement. Plusieurs grévistes, sceptiques au départ, disent que, cette fois, «*on peut gagner!*» Dans de nombreux endroits, lors de diffusions aux usagers, lors d'opérations sur des péages, dans des rencontres avec d'autres secteurs, les cheminots ont pu constater le soutien qu'ils ont parmi les travailleurs, malgré la gêne occasionnée. Et surtout la conviction est générale qu'il s'agit d'une attaque sans précédent, que l'avenir de tous est en jeu.

Si, dans certaines gares ou ateliers, une minorité préfère dès à présent rester en grève afin de militer activement pour les prochaines journées, la grande majorité des cheminots s'inscrit aujourd'hui dans le calendrier de deux jours de grève sur cinq proposé par les directions syndicales.

L'objectif est donc surtout de préparer les journées des 13 et 14 avril et de convaincre partout que l'on peut et que l'on doit faire reculer ce gouvernement.

**Christian Bernac**

## Des syndicats unis... pour réclamer des négociations

Dans le combat qu'il a engagé contre les cheminots, et au-delà contre l'ensemble des travailleurs, Macron a choisi de passer par-dessus les organisations syndicales. Pour façonner son image de président à poigne capable de réaliser les réformes auxquelles ses prédécesseurs auraient renoncé, il n'a cherché ni à négocier vraiment avec les directions syndicales ni même à diviser leur front.

Négociateur, c'est pourtant ce que réclament à cor et à cri tous les dirigeants syndicaux. Dès qu'on lui donne la parole, Laurent Berger, secrétaire de la CFDT, un syndicat habitué à relayer les réformes gouvernementales, fustige «*le mépris vis-à-vis des partenaires sociaux et de la négociation collective*». Jean-Claude Mailly, de Force ouvrière, plus que bienveillant à l'égard de Macron malgré ses attaques antiouvrières, a déclaré au journal *Le Monde*: «*Quand l'herbe sèche, l'étincelle prend plus facilement.* » Autrement dit, il réclame un peu d'eau pour éviter l'incendie social qu'il redoute. Même cri du cœur à

la CFE-CGC: «*Il va arriver un moment où Macron va avoir besoin de nous. Et alors là, comment on fera?*»

Les dirigeants de la CGT sont au fond sur la même ligne. Laurent Brun, secrétaire de la fédération CGT des cheminots, le syndicat le plus influent à la SNCF, celui qui donne le ton dans la lutte, réclame de vraies négociations. Il a qualifié les rencontres avec la ministre des Transports de «*véritable mascarade, dans laquelle la ministre s'est contentée de faire des remarques sur les propositions des organisations syndicales, sans apporter elle-même de propositions et du contenu*».

La CGT veut discuter de sa propre réforme ferroviaire, *Ensemble pour le fer*, qu'elle oppose à celle du gouvernement. Si l'amélioration des conditions de travail des cheminots et la défense de leurs droits figurent dans ce contre-projet, l'essentiel porte sur la structure juridique de la SNCF, la part du rail dans le transport, son financement, la tarification pour les voyageurs et la reprise de la dette par l'État. La CGT et l'intersyndicale insistent sur ce dernier point.

Le gouvernement refuse pour l'instant de prendre en compte cette proposition. Il fait un grossier chantage aux cheminots, conditionnant la reprise de cette dette à la précarisation de tous les travailleurs du rail, quel que soit leur statut. Son calcul est de tenir sur cette position le plus longtemps possible, mais il sait aussi que, face à la détermination des grévistes et sous la pression du patronat gêné

par une grève qui dure, il lui restera toujours la possibilité de changer de ton et de méthode. Comme leurs prédécesseurs, Philippe et Macron pourraient remettre dans le jeu les directions syndicales en acceptant de discuter de certaines de leurs propositions. La reprise partielle ou totale de la dette de la SNCF par l'État est l'exemple type d'une concession possible du gouvernement, parfaitement acceptable par les banques et les capitalistes, mais qui ne répondrait en rien aux revendications des cheminots.

Les cheminots se battent pour défendre leurs conditions de travail, leurs salaires, la pérennité de leurs emplois ou de leurs retraites, pour eux et les futurs embauchés. Ils se battent pour ne pas être vendus au rabais en même temps que les lignes et le matériel. Ce n'est pas des négociations qui les sauveront. Seul le rapport de force, autrement dit leur capacité à entraîner le maximum de travailleurs dans la grève, pourra faire reculer Macron et, derrière lui, les patrons.

**Xavier Lachau**

### ET APRÈS les cheminots?





Assemblée générale à Lyon - Part-Dieu le 9 avril.

## À travers le mouvement

### Paris - gare du Nord

Pour préparer le 9 avril, 18 cheminots avaient choisi de rester en grève et de faire des tournées au lendemain du 4 avril.

Lundi 9, 300 cheminots se sont retrouvés à l'assemblée générale interservices, trois fois plus que le 4 avril. Se voir si nombreux a donné de l'élan à tout le monde. Toutes les interventions allaient dans le sens de renforcer la grève afin de faire céder le gouvernement.

C'est dans cette ambiance combative que l'assemblée a repris le souhait d'une grève reconductible, à partir du 13 avril, formulé par l'assemblée des grévistes du Bourget.

Dans l'immédiat, la grève a été votée pour le 13 avril et, pour préparer le succès de cette nouvelle étape, une quinzaine de cheminots, tous services confondus, se sont retrouvés le 10 pour tourner dans les secteurs. Le moral est bien dans le camp des grévistes!

### Paris - gare de l'Est

Lundi 9, le comité de mobilisation de la gare de l'Est a organisé une visite au dépôt de la RATP de la porte de Clignancourt, ainsi qu'à un atelier de bus. Ils étaient

15 venus distribuer un tract et discuter. L'ambiance était excellente: «Tenez bon, c'est aussi notre avenir qui est en jeu»; ou «Vivement qu'on vous rejoigne. On sera avec vous le 19».

La semaine précédente, ils étaient allés aux ateliers SNCF de l'Ourcq et de Noisy-le-Sec ainsi qu'à l'Ingénierie, où ils avaient pu discuter avec des prestataires et des intérimaires qui sont confrontés aux mêmes problèmes que les cheminots et en ont conscience. Certains faisaient remarquer qu'ils voient leur patron trois fois par an, alors qu'ils côtoient au quotidien leurs collègues cheminots.

### Trappes

Dès samedi 7 avril, même si ce n'était pas jour de grève, sept cheminots étaient sur le grand marché très populaire de Trappes. Le lendemain, une action au péage était organisée avec les grévistes de Mantes. À une trentaine, en une heure, ils ont fait une bonne récolte: 1000 euros et de nombreuses marques de soutien.

L'assemblée, qui a réuni une soixantaine de grévistes, a débattu de comment approfondir la grève. L'idée de manifester avec

une banderole à travers le triage a été retenue. Ce qui se passe à Air France a fait aussi discuter: les salaires, cela concerne aussi les cheminots!

### Ateliers de Châtillon

L'assemblée générale a rassemblé plus de 80 personnes: une soixantaine de grévistes, des agents de la RATP bus, des étudiants et un retraité du PCF venus exprimer leur soutien. Cela se passant dans leurs locaux, des agents du nettoyage sont venus aussi, au grand dam d'un de leurs chefs auquel des grévistes sont allés rappeler quelques règles de base! Les votes ont clôturé les débats: l'assemblée a voté de repartir en grève le vendredi 13, avec piquet et assemblée. Treize grévistes ont choisi de rester en grève dans l'intervalle, afin de faire des tournées dans les ateliers pour préparer ces journées.

### Nevers

Une centaine de cheminots ont interpellé les deux députés LREM à leur permanence, dont l'une qui avait parlé de «cheminots privilégiés» sur son compte Facebook. Évidemment, rien n'est sorti de l'entrevue

d'une heure et demie entre les représentants syndicaux et les députés de la Nièvre. En revanche, un jeune du dépôt a demandé pourquoi les députés n'étaient pas venus voir quel travail les cheminots faisaient, avant de décider de leur avenir.

Il a décrit son travail, les problèmes de sécurité, et a dit que privatiser, c'était saborder cette activité. Il a été très applaudi et les députés n'avaient rien à répondre. Ensuite, en assemblée, la grève a été revotée pour les 13 et 14 avril.

### Limoges

Un rassemblement des grévistes de la Creuse, la Corrèze et la Haute-Vienne a réuni entre 400 et 700 participants, des cheminots, des retraités, des étudiants en grève et des militants de la CGT mobilisés par l'union départementale. Beaucoup de grévistes qui n'étaient pas venus à l'assemblée manifestaient. Le sentiment que «le gouvernement ne s'attendait pas à une telle réaction» donnait à beaucoup l'impression que les grévistes pouvaient gagner, tout en ayant conscience qu'il faudrait beaucoup plus pour faire reculer le gouvernement.

## Dans les bulletins SNCF de Lutte ouvrière

### Ils n'y croient pas eux-mêmes

Pour les parlementaires, le débat sur l'avenir de la SNCF est tellement important qu'ils ont jugé inutile de se déplacer. L'hémicycle était quasiment vide. Ils étaient deux fois moins nombreux qu'à l'AG que nous avons organisée le matin même.

Une fois de plus, les parlementaires ont fait la démonstration qu'ils ne servaient à rien et qu'ils en étaient eux-mêmes convaincus, n'ayant pas jugé utile de se déplacer.

Ne comptons que sur notre force pour obliger le gouvernement à remballer son projet.

Bulletin SNCF  
Paris - Gare de l'Est

### Un cheminot averti...

À l'assemblée de Lyon Perrache, un ex-conducteur de Ouibus a raconté comment la SNCF avait organisé la sous-traitance. Ces conducteurs bénéficiaient des conditions des roulants SNCF. Ils se sont vu imposer le transfert à la société Faure, avec aggravation des conditions de travail, perte de salaire, des découchés à 6 euros la nuit. Les conducteurs qui ont refusé ont été licenciés.

«Voilà ce qui vous attend si vous baissez les bras», a conclu ce conducteur. C'est bien pourquoi les cheminots vont se battre comme des lions pour imposer l'abandon du plan Macron.

Bulletin SNCF  
Lyon

## Hulot : une couleuvre grosse comme un TGV

Après avoir reculé sur quasiment tous les sujets touchant l'écologie, Nicolas Hulot se taisait prudemment depuis quelques semaines.

Las, un de ses collègues, si ce n'est le président lui-même, a dû lui rappeler qu'il était le ministre de tutelle de la SNCF et qu'à ce titre il se devait d'appuyer les attaques

gouvernementales contre les travailleurs du chemin de fer.

Hulot a donc signé une tribune dans le *Journal du dimanche* pour dire tout l'amour qu'il porte au rail, moyen de transport écologique s'il en est, et aux cheminots, «des femmes et des hommes à qui nous devons beaucoup». Et d'expliquer

que, pour arriver dans un monde merveilleux où l'on passe aisément d'un train ponctuel à un Vélib en bon état, pédalant en souriant dans une ville verte et solidaire, il suffit d'appliquer la réforme prévue à la SNCF.

Pourtant, même un écologiste de salon et de multinationales comme Hulot sait que la mise à

mal du chemin de fer, outre le recul social et politique qu'elle implique, se traduirait par le développement d'un transport routier déjà monstrueux.

Mais, comme disait l'autre, «quand on est ministre on ferme sa gueule», ou alors on l'ouvre pour dire comme le président.

P. G.

## Parti socialiste : seule perspective, retourner à la mangeoire

Le Parti socialiste a tenu son congrès les 7 et 8 avril autour de son nouveau porte-parole, Olivier Faure. Alors que certaines figures socialistes n'ont pas résisté aux sirènes macronistes et que d'autres ont quitté le navire, l'objectif était de rappeler que le Parti socialiste était en vie et qu'il avait un cap.

En vie, il l'est encore pour ces milliers de notables, figures politiques locales ou nationales, qui comptent toujours sur le Parti socialiste pour se garantir une sinécure, même de petite envergure. À son aile droite, Pierre Moscovici est l'un d'eux. Ex-ministre de l'Économie de Hollande et actuel commissaire européen, il a utilisé le congrès pour annoncer sa candidature à conduire la liste du Parti socialiste aux élections européennes de 2019. L'offre de service a froissé l'aile gauche du PS, incarnée par le député européen Emmanuel Maurel, qui a appelé à « relever le drapeau social ».

Quant au cap, Olivier

Faure l'a fixé : c'est désormais haro sur Macron. Alors qu'en juillet 2017 il s'était abstenu au moment du vote de confiance au gouvernement, respectant la position officielle des députés socialistes, Faure a placé le parti résolument en opposition au gouvernement, espérant que ses saillies contre Macron suffiront à faire oublier que celui-ci ne fait que continuer la politique menée par le Parti socialiste entre 2012 et 2017.

Faure n'a justement pas eu un mot sur le bilan du quinquennat Hollande et n'a cité l'ancien président que pour se féliciter de la Cop 21. Il a rappelé la figure qui fait l'unanimité dans les

rangs socialistes, celle de François Mitterrand, en particulier au congrès d'Épinay de 1972 quand il avait mis la main sur le PS : « C'était il y a quarante-sept ans. (...) Déjà on nous voyait plus morts que vifs. » La référence et la formule résument toute l'ambition des dirigeants actuels du Parti socialiste : faire une cure d'opposition, en espérant que le discrédit de Macron relancera leur audience dans l'électorat populaire.

Le congrès du Parti socialiste était celui de la renaissance, selon la formule d'Olivier Faure. La seule chose que le Parti socialiste espère faire renaître, ce sont les illusions électorales qui lui ont permis de gouverner contre les travailleurs et pour le patronat, sous Mitterrand, sous Jospin, puis sous Hollande.

**Boris Savin**

## Notre-Dame-des-Landes : le dialogue à coups de matraque

Le 9 avril, le gouvernement a envoyé 2 500 gendarmes évacuer la ZAD (zone à défendre) de Notre-Dame-des-Landes. Les affrontements avec les centaines de zadistes et personnes venues leur prêter main-forte ont déjà fait plusieurs blessés.

Le plus choquant, pour une grande partie des militants de la ZAD, semble avoir été la destruction d'une bergerie. Si les moutons et les ânes avaient été évacués, le bâtiment a été rasé. La préfecture avait pourtant déclaré qu'elle ne délogerait pas les « projets agricoles ». Édouard Philippe, invité sur une radio, s'était lui aussi fait rassurant, disant que les occupants illégaux qui avaient un projet agricole, puisque la vocation de ces terres doit être agricole, avaient été invités à se manifester, à s'insérer dans les procédures normales. Et d'assurer que « ceux qui se placent dans ce cadre auront leur place dans le respect des procédures légales ».

« On a donné des consignes de retenue », a



Lors de l'évacuation, le 9 avril.

déclaré Gérard Collomb, le ministre de l'Intérieur, et « la main reste tendue », a dit la préfète des Pays de la Loire. En fait, en guise de dialogue, les zadistes ont eu droit à la manière musclée : grenades lacrymogènes et coups de matraque.

Macron veut faire place nette, et vite, pour donner l'image d'un homme à poigne. L'envoi de ses forces de police contre des zadistes à la campagne donne une idée de ce qu'il serait prêt à faire contre les grévistes dans les usines.

**P. R.**

## Macron et les évêques : les voix du Seigneur

Invité à sa demande à la conférence des évêques de France, Macron est parti à la pêche aux hommes, comme paraît-il Jésus le recommanda à ses disciples. Pour ce politicien prosaïque, elle se résume à la pêche aux voix.

Le président a donc délivré un discours propre à séduire la hiérarchie catholique et, derrière elle, ceux qu'elle influence. Vocabulaire théologique, références aux auteurs chéris des universités catholiques, tournures de messe du dimanche, Macron a embarqué Jeanne d'Arc, de Gaulle, Mauriac et le gendarme Beltrame dans sa galère. Qui sait si, au moment suprême, l'on meurt pour sa foi ou pour la république, s'est-il demandé ? Et qui sait si, passant de la messe à l'isoloir au suprême dimanche, le bon catholique choisira le bulletin LREM ?

Pour gagner son auditoire, Macron s'est autorisé quelques accommodements avec la vérité historique, avançant même que les catholiques auraient construit la république. Il y a certes eu des catholiques républicains, comme il y a peut-être des vampires végétariens. Mais l'Église catholique, en tant qu'institution, a été autant que possible antirépublicaine, bénissant les armées royalistes et les contre-révolutionnaires de tout poil, ourdissant des complots monarchistes, entravant l'école publique, etc. Ce n'est que récemment et de mauvais gré qu'elle s'est déclarée républicaine. En tant qu'institution, elle a été et reste farouchement opposée au mouvement ouvrier, ce qui est certes un motif de rapprochement avec la république, qui l'est par fonction et de naissance.

Macron a évidemment parsemé son discours d'allusions aux autres religions, aux athées, au fait que l'État

se dit garant de la laïcité, répétant tous les poncifs laïcs politiquement corrects.

Mais il a affirmé vouloir « renouer le lien entre l'État et l'Église », qu'on croyait rompu depuis 1905, et il a demandé aux catholiques d'intervenir dans la vie publique au nom de leur foi, parée de toutes les beautés de la recherche de l'absolu.

La manœuvre politique marchera ou non. Comme Macron l'a souligné lui-même, on trouve nombre de catholiques revendiqués parmi les bénévoles des Restos du cœur, les militants qui travaillent aux côtés des migrants et bien d'autres associations. Il n'est pas dit que ces catholiques-là se laissent aussi facilement séduire que des évêques par les discours d'un président qui chasse les migrants, organise la casse sociale et comble les riches de cadeaux.

Il reste que Macron aura délibérément fait sa propagande sur le terrain pourri du discours communautariste, au sens propre du terme. Il s'est adressé à un public défini par son appartenance religieuse, au nom de cette appartenance et pour lui demander d'agir en vertu de cette foi. C'est un indice et une contribution de plus à la régression politique en œuvre.

L'« absolu » au nom duquel Macron demande aux catholiques de s'engager derrière lui a, quoi qu'il en dise, une vieille odeur de fagot, d'oppression des femmes, d'obscurs préjugés et de résignation devant le pouvoir des puissants.

**Paul Galois**

### Lisez *Lutte de classe*,

revue mensuelle de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 191 (avril 2018) :

- La lutte des cheminots est celle de tous les travailleurs
  - Une reprise en trompe-l'œil, et une vraie politique antiouvrière
  - Macron à la chasse aux sans-papiers
  - Protectionnisme : une arme des capitalistes dans la concurrence, un piège pour les travailleurs
  - Mai 68, le courant trotskyste et la question du parti révolutionnaire
  - Élections en Italie : un recul social et politique
- Prix : 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,80 euro.



COPATHENA

## Loi logement : le gouvernement soigne les promoteurs

**Mercredi 4 avril, le projet de loi Logement a été présenté en Conseil des ministres. Comme toutes les précédentes lois en la matière, elle affiche des ambitions ronflantes : « Construire plus, mieux et moins cher. » Mais la réalité ressemble plus à de nouveaux cadeaux aux affairistes du bâtiment, et à une gestion de la pénurie pour tout ce qui concerne les milieux populaires.**

Pour faire face au manque de logements et à leurs coûts croissants, le gouvernement affirme que la solution serait de favoriser la construction, en clair les promoteurs. Les propriétaires fonciers bénéficieront ainsi de nouveaux avantages, les abattements fiscaux aux particuliers vendant un terrain à bâtir pour des projets de logements seront maintenus jusqu'à la fin 2020. Pour les entreprises du bâtiment, le gouvernement prévoit de limiter les recours contre les permis de construire, de supprimer une partie des normes d'accessibilité aux personnes handicapées, d'offrir de nouveaux avantages à la transformation en logements des bureaux que les groupes immobiliers n'arrivent pas à louer. Le gouvernement envisage

même de se passer du recours à des architectes dans certains projets de construction de logements sociaux. De quoi réjouir bien des margoulin du secteur immobilier.

Pour les locataires par contre, c'est la portion congrue. Alors qu'il y a au bas mot 4 millions de mallogés dans le pays, plus de 1,7 million de personnes en attente d'un logement HLM, le gouvernement s'est contenté du minimum. Après avoir imposé des réductions de budget aux organismes HLM, le gouvernement veut leur imposer de trouver eux-mêmes des financements pour construire de nouveaux logements. Ils seraient incités à vendre leurs logements aux locataires, à hauteur de 40 000 par an. Alors que le revenu moyen des locataires

des HLM est faible, cela reviendrait en réalité à créer de nouvelles copropriétés déjà souvent en mauvais état et incapables de payer les charges d'entretien. En parallèle, le gouvernement prévoit la possibilité pour les bailleurs sociaux de céder ces logements par blocs à des groupes privés, qui mettraient ainsi la main sur les bâtiments en meilleur état et payés par la collectivité.

Enfin, pour remplacer l'encadrement des loyers annulé à Paris et à Lille par les tribunaux administratifs, le gouvernement prévoit de créer des observatoires du logement dans les plus grandes agglomérations, la méthode traditionnelle pour enterrer toute entrave aux hausses de loyer.

Cette loi qui sera débattue en juin au Parlement ne répond en rien à la crise du logement, qui prend un tour de plus en plus dramatique, même pour les travailleurs qui ont encore un salaire et qui doivent dépenser toujours plus pour se loger toujours plus mal.

Gilles Boti

## Vers davantage de précarité

Le projet de loi Élan (Évolution du logement et aménagement numérique), présenté par le gouvernement le 4 avril, ouvre la possibilité de conclure un bail de moins d'un an. Jusqu'à présent, le contrat de location classique pour un logement non meublé est à durée indéterminée, chaque période de trois ans étant renouvelable automatiquement.

La précarité des emplois entraîne aussi celle du logement de par la difficulté à payer le loyer et les charges. Le gouvernement en rajoute en introduisant cette possibilité de bail précaire. Baptisé « bail mobilité » de un à dix mois maximum, non renouvelable, il est présenté par le gouvernement comme « destiné à faciliter la mobilité des étudiants et des personnes en mobilité professionnelle, en contrat d'apprentissage ou en stage », qui se heurtent aux exigences de revenu et de travail stable posées par les propriétaires. Les locataires qui signeront ce nouveau bail n'auront pas à payer de caution en entrant dans les lieux. Les propriétaires seront rassurés par une assurance qui leur est offerte gratuitement, garantissant leur revenu en cas de loyer

impayé. Le gouvernement oublie de dire que ce dispositif appelé Visale existe déjà, depuis février 2016, et qu'il est financé en ponctionnant 130 millions par an sur des fonds destinés à la construction de logements!

La seule mesure vraiment nouvelle est donc la possibilité pour un propriétaire de louer un logement vide pour une courte durée, ce qu'il peut déjà faire pour un meublé. Le gouvernement répond ainsi à la demande d'un bail à durée déterminée, fixée librement, de l'Union nationale de la propriété immobilière (UNPI), une organisation de combat qui entre autres a fait annuler par les tribunaux administratifs l'encadrement des loyers, pourtant bien limité, mis en place à Lille et Paris. L'UNPI veille à ce que les propriétaires immobiliers profitent de la précarité que subissent les travailleurs: le salariat à durée indéterminée tendant à disparaître, explique-t-elle, les contrats de location dans le secteur privé doivent suivre la même pente.

Voilà dans quel sens est orienté l'« élan » du gouvernement.

Jean Sanday

## Entre handicapés et sociétés immobilières, l'État a choisi

La loi en préparation jette par-dessus bord l'obligation de construire des logements accessibles aux personnes à mobilité réduite, environ 5 millions de personnes.

La loi de 2005 en vigueur actuellement prévoit que les nouveaux bâtiments de plus de quatre étages destinés au logement soient tous accessibles. Selon l'Insee, seules 40 % des constructions de logements privés ont respecté cette obligation et la loi Élan prévoit de ramener l'obligation à ... 10% tandis que 90% de logements nouveaux devront seulement être évolutifs, c'est-à-dire transformables

par des travaux ultérieurs des propriétaires, et certainement à leurs frais, comme le dénoncent les associations regroupant des handicapés. Elles soulignent l'absurdité d'une telle loi alors qu'il y a au contraire, du fait du vieillissement de la population, la nécessité croissante de logements adaptés. Ce sont les demandes des organisations patronales en faveur d'une simplification des normes qui ont été prises en compte. La Fédération des promoteurs immobiliers se félicite et la Fédération française du bâtiment a exprimé sa satisfaction

devant les nouvelles règles d'accessibilité.

Pour les HLM, la proportion de logements neufs considérés comme accessibles est bien meilleure que dans le privé, même si elle a déjà commencé à baisser à moins de 80% ces dernières années. Les handicapés, et tous les habitants des HLM, risquent de faire les frais des pressions sur les bailleurs sociaux pour qu'ils réduisent leurs coûts. Cependant, la construction de logements, sociaux ou pas, continuera d'alimenter les profits des entreprises du bâtiment et des promoteurs.

J.S.



LA GAZETTE DES COMMUNES

Une salle de bain adaptée.

## Syrie : la protection des populations, prétexte à une nouvelle intervention impérialiste ?

**Depuis que le régime syrien de Bachar al-Assad a été accusé d'avoir mené, samedi 7 avril, une attaque chimique à Douma, dans l'enclave de la Ghouta, les réactions se succèdent de la part des principaux dirigeants occidentaux pour se déclarer partisans d'une « réponse ferme ».**

Trump a promis, le 9 avril, une décision imminente sur la réponse à donner pour faire payer Assad, et son ministre de la Défense n'a pas exclu des frappes contre le régime syrien.

On assiste donc à une campagne médiatique, notamment en France, destinée à justifier d'avance une action militaire prétendument destinée à protéger la population civile. Ce n'est pas la première fois que les dirigeants occidentaux haussent le ton et menacent le régime syrien. Peut-être les dirigeants américains iront-ils jusqu'à décider des bombardements sur la Syrie, comme ceux qui avaient visé une base aérienne syrienne en avril 2017, avec toujours le prétexte de sanctionner l'usage de gaz toxiques par le régime d'Assad.

Mais cette évolution ne doit rien à une soudaine compassion pour les populations syriennes. Avec ou sans armes chimiques, le régime a déjà fait la preuve qu'il était prêt à massacrer des populations civiles dans cette guerre qui se mène depuis

2011 et qui a fait, à ce jour, plus de 350 000 morts. Depuis le début des affrontements en Syrie, les États-Unis ont certes critiqué la dictature d'Assad, mais ils ont montré qu'ils étaient tout à fait prêts à s'accommoder de son maintien au pouvoir, en particulier quand ils ont fait de la guerre contre Daech leur priorité.

Mais la débâcle des milices de Daech a créé une situation nouvelle qui est loin de satisfaire les dirigeants américains. En effet, grâce à l'appui de la Russie, le régime d'Assad s'est renforcé aux dépens des milices soutenues par l'Arabie saoudite, alliée des États-Unis. Mécontente de l'appui américain aux Kurdes, la Turquie s'est rapprochée récemment de la Russie. Ainsi, le 4 avril, s'est tenu un sommet réunissant, aux côtés du président turc Erdogan, Poutine et le président iranien Hassan Rohani, pour discuter du règlement du conflit syrien.

Par ailleurs, ces interventions occidentales surviennent, et ce n'est certainement pas un hasard, au

moment où sont expulsées de la Ghouta les dernières milices djihadistes qui l'occupaient, financées par l'Arabie saoudite. Pour le prince saoudien MBS justement en visite aux États-Unis et en France pour faire connaître ses desiderata, c'est une de ses dernières possibilités d'influer sur l'avenir de la Syrie qui disparaît. Pour les États-Unis aussi, c'est risquer de perdre un atout. Trump qui, quelques jours auparavant,

avait déclaré son désir d'évacuer les troupes américaines de Syrie, a donc subitement changé d'avis, ne serait-ce que pour faire plaisir à son protégé saoudien.

Ce dernier revirement américain sera-t-il durable, ou ne sera-t-il qu'une gestulation de plus, imitée servilement par la France de Macron? En tout cas, en renforçant leur pression sur le régime syrien, les dirigeants américains voudraient

affirmer qu'aucun règlement politique ne peut se négocier sans eux. Leur indignation de commande, sous prétexte d'usage d'armes chimiques, ne vise nullement à défendre la population syrienne, ni à mettre fin à ses souffrances et à la guerre qui dure depuis sept ans, mais seulement à continuer à imposer leur droit de participer à l'ignoble partie d'échecs qui se joue avec le sang des populations.

**Marc Rémy**



Dans la Ghouta, le 25 février 2018.

## Arabie saoudite : le prince sanglant et ses complices

**Les 9 et 10 avril, Macron recevait à Paris le prince héritier du royaume d'Arabie saoudite, Mohammed Ben Salman. Le gouvernement a déroulé sans complexe le tapis rouge devant le chef de cet État rétrograde et dictatorial, où les femmes viennent tout juste d'obtenir le droit de conduire, où le port du voile intégral leur est imposé, où elles ne peuvent sortir qu'accompagnées d'un membre mâle de leur famille.**

Dans ce pays, l'adultère est encore puni de la peine de mort, professer une opinion athée est interdit, et critiquer le régime a valu au blogueur Raif Badawi, actuellement emprisonné, cinquante coups de fouet donnés sur la place publique pour « insulte à l'islam ».

Mais la relation cordiale entre la France et l'Arabie saoudite s'appuie sur de solides contrats de vente d'armement. Ce pays est le premier acheteur de matériel militaire français : missiles, artillerie, véhicules blindés, navires de guerre... Sur la période 2006-2016, le montant de ces contrats s'élevait à 12 milliards d'euros.

Le gouvernement l'assure, il n'est pas question

de signature de contrats d'armement dans cette visite-ci. En effet son objectif est plus généralement d'entretenir les liens diplomatiques avec cette puissance régionale, incontournable dans le jeu diplomatique du Proche-Orient.

Enrichies par le pétrole, les classes dirigeantes ont fait de ce pays un pilier du maintien de l'ordre impérialiste dans la région. L'Arabie saoudite mène depuis 2015 une guerre au Yémen, qui a déjà fait plus de 10 000 morts, dans laquelle le régime saoudien a le soutien des grandes puissances, États-Unis, France et Grande-Bretagne. En retour, l'Arabie saoudite apporte son soutien financier au G5 Sahel, mis en place par la France

pour ses opérations dans sa chasse gardée africaine.

Dans la rivalité qui l'oppose à l'Iran, l'Arabie saoudite est redevenue, depuis l'élection du président Trump, l'alliée privilégiée de la diplomatie américaine. Voilà qui suffit au gouvernement Macron pour mettre sous le tapis les critiques qui

pourraient s'élever et rappeler les victimes affamées et bombardées au Yémen, ou le musellement de la population saoudienne.

Pour le gouvernement français, il importe de défendre sa place au Proche-Orient, même si c'est celle d'un impérialisme de second ordre. Diplomatie et business

sont étroitement liés : en dépit de la situation dramatique de toute cette région qui subit le chaos des guerres, il y a l'opportunité de solides contrats pour des multinationales de l'armement, du pétrole, du BTP ou autres, pour lesquels les trusts français ne comptent pas être en reste.

**Gaëlle Régent**



Troupes saoudiennes à Aden, au Yémen, janvier 2018.



## Orban : victoire d'un démagogue sans scrupules



LAZLO BALOGH

Il y a un an, 70 000 manifestants contre Orban à Budapest.

**En Hongrie, le parti du Premier ministre ultranationaliste, Viktor Orban, est arrivé largement en tête des élections législatives du 8 avril avec 48,8% des voix. Son parti, le Fidesz, devrait garder une majorité des deux tiers au Parlement.**

Le parti arrivé second derrière le Fidesz est un parti d'extrême droite, le parti Jobbik, avec un score de 19,6%. Tout ce que l'Europe compte de réactionnaires s'est félicité de ces résultats. Comme dans tous les pays de l'est de l'Europe, l'ouverture au marché capitaliste, qui en Hongrie s'est accélérée après la chute du Mur en 1989, s'est traduite par l'enrichissement débridé d'une petite minorité de privilégiés. Ceux-ci ont profité du pillage des secteurs jugés rentables de l'économie hongroise, les groupes financiers et industriels occidentaux se taillant bien sûr la part du lion.

Pour la classe ouvrière, cela a signifié chômage, inflation et bas salaires. Les couches populaires ont aussi dû subir le dépérissement des secteurs jugés non rentables de l'économie étatisée, qui tenaient une place essentielle dans leur vie quotidienne.

Pour la majorité de la population, cette ouverture au marché a été synonyme de promesses jamais tenues d'accéder au prétendu miracle occidental. Les partis qui ont gouverné à l'époque, qui ont privatisé et contribué à l'enrichissement de milliardaires, continuent de subir un discrédit profond. Après la crise financière mondiale de 2009, la situation a encore empiré, avec un chômage de

masse et les conséquences des politiques d'austérité imposées par l'Union européenne et les institutions financières internationales.

C'est tout cela qui a fait le lit des politiciens comme Orban, au pouvoir depuis 2010, à l'origine politicien anticomuniste vantant l'économie de marché et le libéralisme, mais qui a su prendre le tournant du nationalisme exacerbé, de la propagande antimigrants, antiroms et antisémite, et de la démagogie contre l'Union européenne.

En 2015, Orban s'est affronté à l'Union européenne sur la question des quotas de migrants et a fait construire une clôture aux frontières de la Hongrie. Pendant la campagne des dernières élections législatives, les médias soumis à Orban ont largement relayé sa propagande la plus outrancière sur le sujet. Les pays européens accueillant des migrants ont été présentés comme des pays où « on ne peut même plus prendre le métro en plein jour sans se faire agresser au couteau », où « l'on peut se faire violer sans que la police n'intervienne », et où « les infirmières ne peuvent plus travailler sans se faire agresser sexuellement », comme on a pu l'entendre sur une chaîne de la télévision publique à une heure de forte audience.

Orban a lui-même déclaré quelques jours avant le scrutin : « D'un côté nos candidats, qui veulent que la Hongrie reste hongroise » et de l'autre, ceux « qui veulent qu'on abandonne nos traditions chrétiennes et nationales pour fondre la Hongrie dans une grande internationalité avec l'instrument remarquable de l'immigration. »

Les travailleurs de Hongrie, comme ceux d'autres pays d'Europe de l'Est, sont payés trois ou quatre fois moins que ceux de France ou d'Allemagne. Cela permet à de grands trusts européens qui ont délocalisé dans ces pays de faire d'énormes bénéfices. La politique d'Orban vise à détourner leur colère contre les migrants ou contre l'Europe. Mais en Hongrie les salaires des ouvriers sont toujours aussi bas et les travailleurs sont toujours plus exploités.

En France, Marine Le Pen a applaudi des deux mains à la victoire d'Orban, car elle a reconnu ses propres méthodes pour obtenir des voix dans les couches populaires. Dans cette période de crise profonde de l'économie capitaliste, les idées d'un Orban ou d'une Le Pen sont un danger mortel pour les travailleurs. Elles les divisent et renforcent leurs pires ennemis.

C'est sur le terrain de la lutte de classe, du combat de tous les exploités pour leurs intérêts communs, contre leurs exploités, que la classe ouvrière peut s'opposer à la menace que ces gens-là représentent.

**Pierre Royan**

## Brésil : contre Lula, la rancune de la bourgeoisie

**La Cour suprême brésilienne a tranché jeudi 5 avril, par six voix contre cinq : Lula doit aller en prison. Après quelques politiciens, grands patrons et hauts cadres, l'ex-président tombe victime du scandale Petrobras.**

La raison de sa condamnation n'est pas uniquement judiciaire. Lula est visé par une dizaine d'enquêtes, mais les juges n'ont pas trouvé grand-chose de concret contre lui. Pourtant ils l'ont condamné à douze ans de prison parce que l'un d'entre eux a estimé qu'un appartement triplex que la société du BTP OAS possède sur la plage de Guarujá, près de Sao Paulo, et qu'elle a rénové pour un million d'euros, lui était en réalité destiné, pour récompenser ses interventions dans des marchés passés par Petrobras, la société pétrolière nationale. Pourtant Lula n'est pas propriétaire de cet appartement et ne l'a jamais habité.

La condamnation de Lula, dirigeant du Parti des travailleurs, est avant tout politique. On comprend l'indignation de ses partisans qui manifestent contre son incarcération, car des dizaines de politiciens pris en flagrant délit, la main dans le sac, restent gouverneurs d'État ou continuent de siéger au Sénat ou à l'Assemblée. Ainsi Michel Temer, homme de droite qui ne doit son poste qu'au fait que Dilma Rousseff, du même bord que Lula, a été destituée de la présidence, est aussi visé par de graves accusations de corruption mais les députés ont refusé de le mettre en accusation.

Dans une autre existence, il y a quarante ans, Lula a été un ouvrier, un militant, un dirigeant de grèves qui ont ébranlé la dictature. Même s'il n'a jamais été un révolutionnaire, il a représenté pendant des années aux yeux des travailleurs brésiliens l'espoir d'un monde meilleur, où militaires et patrons ne seraient plus tout-puissants.

Plus tard à la présidence,

entre 2003 et 2010, Lula a bénéficié de la bonne santé de l'économie brésilienne pour accorder aux pauvres des aides sociales un peu plus larges. Mais il a aussi déçu des électeurs de son parti, le Parti des travailleurs, qui est arrivé au pouvoir en promettant un gouvernement propre et transparent, et qui s'est conduit comme ses prédécesseurs. Lula, puis Dilma Rousseff ont gouverné en alliance avec la droite.

Jamais les capitalistes du soja, du sucre, de la viande, du pétrole, des mines de fer, de la déforestation, des OGM, les grands propriétaires terriens, les banquiers n'ont autant fait de profits que pendant la présidence de Lula, de 2003 à 2010. Lui-même a été jusqu'à qualifier de héros les grands planteurs de canne à sucre, dont certains continuent à pratiquer l'esclavage.

Le Parti des travailleurs s'est usé au pouvoir. Et quand de grandes manifestations l'ont contesté à partir de 2013, la droite brésilienne y a vu l'occasion de prendre sa revanche. Dilma Rousseff a été destituée en 2016 et à présent Lula est en prison. Dans la perspective de l'élection présidentielle d'octobre où il était favori, les concurrents de Lula se réjouissent de le voir écarté.

Les milieux bourgeois et réactionnaires n'ont jamais digéré qu'un homme issu du petit peuple ait pu accéder à la présidence et veulent maintenant se venger. Mais s'ils peuvent mettre Lula en prison, ils ne pourront pas mettre aussi facilement en cage les aspirations des travailleurs et des couches populaires.

**Vincent Gelas**



R. STUCKERT

Sao Paulo janvier 2018, rassemblement en soutien à la candidature de Lula.



ALJAZEERA

## Israël-Gaza : une volonté de tuer

**Vendredi 30 mars, la première journée de manifestation commémorant l'expulsion des réfugiés palestiniens en 1948 s'était soldée par 19 morts et 1 400 blessés. De nouveau, le 6 avril, l'armée israélienne a tiré à balles réelles sur les manifestants, faisant 9 morts et 300 blessés.**

Les manifestations, organisées tous les vendredis, doivent durer six semaines jusqu'au 15 mai, anniversaire de l'exode forcé des Palestiniens et de la création de l'État d'Israël, il y a 70 ans. Elles dénoncent la politique de colonisation de l'État d'Israël, qui a chassé les Palestiniens de leurs terres.

Suite au blocus imposé par Israël mais aussi par l'Égypte, les conditions de vie à Gaza sont aujourd'hui devenues invivables. De huit heures d'électricité par jour, depuis avril 2017, les habitants n'ont plus accès qu'à trois heures, et moins encore dans le sud du territoire. Plus de 95 % de l'eau

disponible aujourd'hui n'est pas potable. Sans électricité, la désalinisation de l'eau de mer devient très compliquée. La situation sanitaire s'est aggravée depuis les bombardements israéliens de 2008-2009 (opération Plomb durci), de 2012 (opération Pilier de défense) et de 2014 (opération Bordure protectrice), avec la destruction des canalisations et systèmes d'évacuation des eaux.

La vie des Gazaouis est telle qu'il s'en trouve des dizaines de milliers prêts

à la risquer pour dénoncer le blocus israélien. Avant les événements, le porte-parole des forces armées israéliennes déclarait que les balles réelles ne seraient utilisées qu'*« en dernier ressort, quand l'émeutier essaie d'endommager les infrastructures de sécurité et de pénétrer en Israël »*. On ne voit pas en quoi cela même justifierait de tirer, et de tirer pour tuer, mais c'est bien ce qu'a fait l'armée israélienne, et ce que revendique sans vergogne le Premier ministre, Netanyahu.

Le gouvernement israélien fait preuve dans ces événements de sa volonté de tuer, organisée et prévisible. Cette logique meurtrière, qui est une impasse tant pour la population israélienne que pour la population palestinienne, a le soutien des grandes puissances, promptes à dénoncer les terroristes quand cela leur convient, mais complices de l'oppression du peuple palestinien et du terrorisme d'État des dirigeants israéliens.

**Léna Pigalli**

## LEUR SOCIÉTÉ

### Fusions-acquisitions : derrière les opérations financières, les capitalistes attaquent

**Pendant que le gouvernement fait les poches aux retraités, aux chômeurs, aux handicapés, aux locataires des classes populaires, etc. , on entend relater avec enthousiasme les opérations financières des groupes capitalistes dans lesquelles des milliards, voire des dizaines de milliards s'échangent, à travers le jeu des fusions-acquisitions.**

Les derniers épisodes concernent le groupe français Thales qui veut mettre la main sur Gemalto, une opération où 4,6 milliards de valorisation sont attendus pour les actionnaires. D'autres grandes sociétés sont lancées dans de telles opérations : Engie, ex-GDF-Suez, Danone ou encore Baccarat qui devrait tomber sous la coupe du fonds financier Fortune Fountain Capital. La fusion envisagée en une seule entité de Renault-Nissan-Mitsubishi devrait aboutir à une valorisation de 8 milliards d'euros pour les actionnaires.

Tout d'abord, cela permet d'entrevoir les sommes énormes que ces groupes

ont en réserve, comme ils disent, pour alimenter ce marché des bonnes affaires de fusions-acquisitions. Au niveau mondial, depuis cinq ans, le montant annuel de ces opérations n'est jamais descendu en dessous des 3 000 milliards, pour atteindre un record de 4 500 milliards en 2015 et pour rester proche des 4 000 milliards les années suivantes, soit dix fois le montant du budget de l'État français.

Mais tout cet argent ne vient pas de nulle part, il est tiré de l'exploitation forcée de dizaines de milliers de travailleurs. Ce n'est pas simplement un jeu de Monopoly pour savoir qui

aura la plus grosse entité. Il s'agit, une fois l'acquisition faite, d'augmenter la fortune de ces géants en réduisant par tous les moyens les coûts de production, c'est-à-dire en produisant plus avec moins de bras, par l'accélération des cadences, le développement des emplois précaires, les suppressions d'emplois et les licenciements. Les travailleurs de Baccarat, comme ceux de Thales, Renault ou Danone, sont sous cette menace.

Moins que jamais les travailleurs ne peuvent penser que l'amélioration de leur sort est liée aux bonnes affaires de leurs patrons. Les milliards de bénéfices, le renforcement de la fortune des capitalistes, sont le résultat de cette guerre sociale, qu'il faudra que les travailleurs entament à leur tour, sur leurs propres objectifs.

**Paul Sorel**

### Plan autisme : des paroles mais pas de moyens

Avec pour enveloppe budgétaire 344 millions d'euros sur cinq ans, le plan de Macron sur l'autisme, pompeusement dénommé « stratégie nationale » est à la mesure de ce qui est donné aux hôpitaux : une misère.

Ainsi, le volet concernant l'inclusion scolaire fixe l'objectif de scolariser 100 % des enfants autistes dans des établissements scolaires ordinaires. Pour cela, le gouvernement parle de tripler les places en unités d'enseignement en maternelle. Mais combien d'adultes seront recrutés pour encadrer ces enfants ?

Le gouvernement ne le précise pas. Il ne donne qu'un seul chiffre : le recrutement de 100 formateurs pour aider les enseignants de maternelle et de primaire ayant en classe des enfants autistes. Un par département !

La seule société Sanofi, arrivée en tête du classement du CAC 40 avec 8,5 milliards, a récolté en une année vingt fois plus que ce qui sera dépensé en cinq ans pour l'autisme. Pour la prise en charge de l'autisme, Macron, comme ses prédécesseurs, n'a rien d'autre à proposer que des discours.

**Gaëlle Régent**

### Cars Macron : c'est Noël à Pâques !

Pour les compagnies de « cars Macron », la grève de la SNCF est une aubaine. Leur taux de remplissage n'a jamais été aussi élevé... tout comme leurs prix d'ailleurs, car plus il y a de demandes de réservations et plus leurs tarifs augmentent. Ainsi, un trajet Paris-Lille chez OUIBUS, filiale de la SNCF, coûtait entre 19 et 49 euros selon l'heure, dimanche 8 avril.

C'est la loi de l'offre et de la demande, se justifient les

responsables. Pour ces requins, quand il y a une pénurie, il est donc normal que les places disponibles coûtent un bras et que les pauvres restent en dehors du partage.

À certaines époques, s'enrichir aux dépens des affamés en vendant le peu de nourriture disponible s'appelait faire du marché noir, ce que la morale condamne. Autres temps, autres mœurs ? Pas vraiment.

**M.L.**

# Universités : étudiants et personnel en lutte

Douze universités ont déjà été touchées par le mouvement des étudiants qui rejettent la loi ORE, relative à l'orientation et à la réussite des étudiants. Dans ce projet, ils refusent le renforcement de la sélection qui risque d'empêcher nombre de lycéens, en particulier des quartiers populaires, d'accéder aux facultés. Ils refusent aussi la politique d'économies budgétaires qui accroît la difficulté à étudier. Plusieurs manifestations se sont déroulées le 10 avril, réunissant environ 1 200 personnes, dont des salariés de l'université et des lycéens, à Paris devant la Sorbonne. Une partie du cortège s'est ensuite rendue à Nanterre, en banlieue parisienne, pour réclamer la libération des étudiants arrêtés après l'intervention des CRS sur le campus. Quelques centaines de manifestants ont aussi défilé à Toulouse, à Montpellier et à Lille. Auparavant, des assemblées nombreuses avaient voté la poursuite du mouvement, comme à Rennes II, où les étudiants étaient 2 500, et à Strasbourg. À Rouen, Orléans, Limoges, Nice, Metz ou Nancy, le mécontentement s'exprime tout autant.

## Le mouvement en région parisienne

**Le mouvement étudiant contre la loi ORE continue à prendre de l'ampleur dans les universités, notamment dans celle de Paris 1. Le centre Pierre-Mendès France (PMF), rue de Tolbiac, est toujours bloqué et occupé, et d'autres sites de l'université sont à leur tour touchés par la mobilisation, et occupés ou fermés par la direction.**

À PMF, une nouvelle assemblée générale massive s'est tenue lundi 9 avril. D'autres AG ont eu lieu dans différents départements de formation, permettant de toucher des centaines d'étudiants moins mobilisés jusque-là.

Les étudiants sont de plus en plus nombreux à penser qu'il faut se donner les moyens d'étendre le mouvement. Des dizaines d'entre eux se sont organisés pour s'adresser à ceux qui vont toujours en cours dans d'autres universités.

Du côté du personnel administratif et enseignant, trois assemblées ont réuni chacune une centaine de personnes, sur les 2 000 environ qui travaillent à l'université. Les discussions ont notamment porté sur la tenue ou non des examens, qui devaient commencer pour certains la semaine du 16 avril. Surtout, dans la volonté de la ministre Vidal d'organiser les examens, le personnel ressent une tentative d'entraver la mobilisation étudiante. En réponse, les salariés ont voté la grève jeudi 5 avril et l'ont revotée lundi 9 jusqu'à la prochaine

assemblée.

La grève a permis la mobilisation et la participation à la manifestation du 10 avril. Elle a aussi permis à ceux qui le souhaitent de prendre le temps de s'adresser à d'autres collègues. Car tout le monde ressent le manque de moyens qui s'aggrave depuis des années, avec des postes non remplacés et la précarité grandissante. Ils s'inquiètent aussi pour leurs enfants des conséquences possibles de la loi sur la sélection, ainsi que du plan d'attaques contre la fonction publique.

Les étudiants comme le personnel mobilisé sont renforcés par les échos provenant d'autres universités, où il ne se passait presque rien jusque-là. Vendredi 6 avril, en région parisienne, 700 étudiants et salariés se sont réunis en assemblée à Paris-8 Saint-Denis. 650 l'ont fait à Nanterre mardi 10, suite à l'expulsion musclée d'une première AG. menée la veille par les CRS. Et d'autres assemblées nombreuses ont aussi eu lieu à Paris-3 Censier, Paris-4 Clignancourt.

**Correspondant LO**



Assemblée générale à la faculté de Strasbourg.

## La faculté des sciences de Nice mobilisée

À Nice comme ailleurs, des professeurs et des étudiants se mobilisent contre la loi ORE. À cela s'ajoute la mise en place de diplômes de masters payants. En effet, certains masters nationaux gratuits, proposés depuis longtemps par la faculté des sciences, doivent être supprimés à la rentrée 2018 pour être remplacés par des diplômes d'établissement labellisés Idex (initiatives d'excellence) de même

valeur, bac+5, assortis de frais d'inscription s'élevant à 4 000 euros l'année!

Cela a d'abord indigné certains professeurs de la faculté des sciences de Nice qui se sont mobilisés, ainsi qu'un certain nombre d'élèves du campus. Durant les deux dernières semaines, la faculté a été bloquée les 3 et 4 avril. Les assemblées générales qui concernent toutes les facultés de Nice ont rassemblé

entre 200 et 300 personnes. Il y a été décidé que les étudiants et membres du personnel mobilisés se rendront à la manifestation du 19 avril, appelée par la CGT, aux côtés des salariés de la SNCF. Des distributions de tracts sur les campus et en porte-à-porte dans les cités universitaires ont été organisées. Elles ont reçu partout un bon accueil.

**Correspondant LO**

## Lycées de Seine-Saint-Denis : parents, enseignants, élèves en ont assez

**Le lycée Utrillo de Stains est occupé par les parents depuis lundi 9 avril à la suite des graves violences qui y ont eu lieu. Ils réclament plus de moyens pour plus de sécurité. Les lycées Paul Éluard et Suger de Saint-Denis, qui doivent faire face aux mêmes problèmes, sont aussi mobilisés.**

Depuis le début de l'année, les abords de ces lycées sont le théâtre d'affrontements violents entre bandes rivales des quartiers. À Utrillo, un cran a été franchi puisqu'un élève a été frappé d'un coup de marteau et que d'autres ont été menacés par des individus armés de machettes et d'un revolver.

Jeudi 5 avril, près de 200 personnes se sont rassemblées devant le lycée Paul Éluard à Saint-Denis, à l'initiative des enseignants et des parents. Des enseignants d'autres lycées du secteur les ont rejoints. Hasard du calendrier, Emmanuel Macron

assistait quelques centaines de mètres plus loin à un concert privé, organisé par le lycée de jeunes filles de la Légion d'Honneur, établissement de prestige qui bénéficie de tout ce dont pourraient rêver les lycéens de Saint-Denis! La plupart des manifestants s'y sont rendus pour protester contre son mépris.

Tout le monde est bien conscient que cette violence est nourrie par l'appauvrissement croissant de Stains et de Saint-Denis. Une partie de la jeunesse y a été déscolarisée et reste sans perspective, « à tenir les murs » ou à se lancer des défis meurtriers, de

cité à cité.

Cette situation des quartiers est encore aggravée par la faiblesse des moyens dont sont dotés les établissements scolaires. Dans le département, un élève perd en moyenne une année d'études entre la maternelle et la terminale du fait du non remplacement des professeurs. Comme l'ont rappelé les parents, on manque de tout, de médecins scolaires, de psychologues, d'enseignants, et le gouvernement enlève encore des moyens horaires dans les lycées. Alors, comme les enseignants, ils ont le sentiment que la jeunesse des banlieues populaires est sacrifiée.

Parents et enseignants appellent de nouveau à manifester le 12 avril et à se rendre à la sous-préfecture pour demander des comptes à l'État.

**Aline Urbain**

## Air France : petit recul de la direction, le compte n'y est pas

**Mercredi 11 avril, à Air France, au septième jour de grève depuis février pour obtenir 6% de hausse des salaires, lors du rassemblement de centaines de salariés devant le siège social à Roissy, les discussions et les interventions des militants portaient toutes sur l'annonce faite la veille par la direction.**

Depuis des mois, elle prétendait ne pouvoir accorder que 1% d'augmentation, et encore en les étalant entre 0,6% au 1<sup>er</sup> avril et 0,4% au 1<sup>er</sup> octobre. Maintenant, elle découvre qu'elle peut donner 2% dès avril. Après que les membres du comité exécutif du groupe Air France-KLM se sont octroyé 29% d'augmentation cette année, c'est encore une preuve que la direction ne cesse de mentir à ce propos.

Après sept années de gel des salaires, et la suppression de près de 11 000 postes dans le même temps, la nouvelle offre ne fait toujours pas le compte. Une hôtesses,

très applaudie, l'a dit devant le siège d'Air France le 11 avril: «1 + 1, il manque 4.» Et la direction a beau pleurnicher que sept journées de grève lui ont fait perdre 170 millions, qu'elle risque d'en perdre autant avec celles prévues les 17, 18, 23 et 24 avril, cela ne fait oublier à personne qu'elle a encaissé près d'un milliard et demi de bénéfices cette année, qu'elle a sorti de sa trésorerie deux milliards pour payer les banques par anticipation, et qu'elle en a encore d'autres pour racheter telle ou telle grande compagnie comme Air India.

Sans ces jours de grève de

tout le personnel, et sans le fait qu'ils obligent à chaque fois la direction d'Air France à annuler au moins 30% de ses vols, elle n'aurait jamais fait cette toute petite concession. Mais 2% assortis de la demande faite aux syndicats de suspendre leurs appels à la grève, ce n'est pas acceptable. Les 6%

de hausse pour tous que réclament les syndicats, alors que les salaires sont bloqués depuis 2011, n'ont rien d'exorbitant, malgré ce que prétend la direction: ce ne serait qu'un rattrapage pour tout ce que l'inflation a fait perdre en pouvoir d'achat aux salariés d'Air France.

C'est un minimum, et la direction d'Air France a les moyens de le payer. Sa première reculade montre comment les salariés de la compagnie peuvent obtenir leur dû: en poursuivant et intensifiant leur protestation collective par la grève.

**Correspondant LO**



C'est toujours 6% qu'il faut.

## Belfort: les éboueurs en grève

**Mardi 10 avril, les éboueurs de l'agglomération de Belfort continuaient majoritairement leur grève commencée le 3 avril en réponse à l'appel national de la CGT.**

En plus des revendications communes en matière de salaires très bas et d'une retraite prenant en compte la pénibilité d'un travail qui détruit leur santé – ils sont complètement cassés après 50 ans – ils revendiquent principalement l'embauche de contractuels qui travaillent depuis plus de cinq ans et à qui la titularisation est refusée pour de fausses raisons.

Les éboueurs ont vu leurs tournées agrandies, leurs horaires modifiés dans le seul but de les faire travailler davantage et de leur supprimer des indemnités. Par ailleurs, ils ne supportent plus de devoir changer de tournée tous les deux mois par rotation. C'est éreintant. Ils ne veulent plus non plus de la division entretenue, en matière de droits, entre les chauffeurs et les ripeurs. Ils exigent aussi des chaussures de sécurité, des vêtements et protections conformes, face aux intempéries et à l'insécurité permanente auxquelles ils sont exposés.

Le président du Grand Belfort, Meslot (LR) qui est leur employeur, s'affiche comme un représentant des

riches tout autant que Macron. Lui qui trouve des millions d'argent public pour les licenciés d'Alstom et de General Electric, ou pour les promoteurs immobiliers, gagne dix fois plus que les éboueurs. Il joue les arrogants et profère des mensonges énormes sur les prétendues revendications salariales des éboueurs, disant qu'ils demanderaient jusqu'à 3 600 euros de salaire pour 24 heures de travail effectif!

Meslot s'ingénie à casser la grève en ayant recours à des camions benne venant d'Alsace, avec un résultat très limité. Mais si la lutte des éboueurs se cantonne pour le moment à leur service, leur colère et leurs revendications parlent à tous les ouvriers du public comme du privé, comme ils ont pu s'en rendre compte en allant populariser leurs revendications auprès des usagers. Ils se préparent aussi à participer à la journée interprofessionnelle du 19 avril. Il faut clouer le bec aux roquets antiouvriers qui gouvernent et les faire reculer!

**Correspondant LO**

## PSA Rennes – La Janais: conditions de sécurité et de travail au rabais

**Lundi 9 avril, un accident grave s'est produit dans le nouvel atelier de montage de l'usine PSA de Rennes – La Janais.**

La directrice de la qualité, qui circulait sur une allée piétonne, s'est retrouvée coincée sous une installation qui sert à transférer les voitures d'une zone à une autre. Elle est blessée gravement à l'épaule et au genou. Le système de sécurité, qui empêche l'installation de se mettre en mouvement quand une personne se trouve sur le passage, n'a pas fonctionné.

Cet accident du travail, qui aurait pu avoir des conséquences bien plus dramatiques, fait suite à toute une série d'incidents techniques depuis la mise en production de cet atelier, il y a deux mois. On ne compte plus le nombre d'essieux, de moteurs, de portières de voitures qui ont chuté aux pieds des ouvriers, à cause de mauvais fonctionnements des appareils manipulateurs. Début mars,

une ouvrière s'est retrouvée coincée entre une voiture et une balancelle. Ce n'est que grâce à la vigilance de ses collègues, qui ont arrêté la ligne à temps, qu'elle n'a pas été blessée.

Ces problèmes de sécurité à répétition ne sont pas le fruit du hasard. La direction de l'usine a mis en production son nouvel atelier de montage alors que toutes les installations ne sont pas encore au point et qu'il manque beaucoup de matériel.

Cet atelier, au financement duquel les collectivités locales ont largement participé, est appelé «l'usine du futur» par la direction. Il représente en effet le futur des préoccupations des patrons: la productivité. Car pour le reste, c'est un recul. En plus des problèmes de sécurité, ce nouvel atelier est aussi le lieu d'une dégradation

supplémentaire des conditions de travail. Tout a été pensé pour diminuer le nombre de salariés et intensifier les cadences. Les déplacements des ouvriers sont limités au maximum pour que chaque seconde soit consacrée au montage de pièces sur les voitures. Les caristes, remplacés par des véhicules automatiques qui amènent les kits de pièces aux postes de montage, sont devenus des manutentionnaires qui, eux, doivent faire des kilomètres à pied toute la journée dans les magasins de stockage pour préparer les kits.

L'accident qui a touché une cadre de l'usine a créé beaucoup d'émoi dans l'atelier. Chacun se rend compte que personne n'est à l'abri. La dégradation continue des conditions de sécurité et de travail dans les ateliers alimente le mécontentement chez les ouvriers, de plus en plus conscients que le futur que leur réserve les patrons est un grand saut en arrière.

**Correspondant LO**

## La Poste – Rennes : la “tournée des popotes” des facteurs en grève

**Depuis trois mois maintenant, des dizaines de facteurs de Rennes et d’Ille-et-Vilaine sont en grève contre la volonté des patrons de La Poste de supprimer des emplois et de dégrader leurs conditions de travail.**

Depuis trois mois, les grévistes ont cherché à étendre leur mouvement en faisant ce qu’ils appellent la tournée des popotes. Tôt le matin, ils se sont adressés à leurs collègues de Rennes et d’Ille-et-Vilaine, bureau après bureau. Cela a débouché sur des grèves et des manifestations de facteurs à Fougères, Saint-Malo, Dol-de-Bretagne, et bien sûr à Rennes, notamment le 22 mars où 300 postiers ont manifesté en tête du cortège de la fonction publique.

De leur côté, les salariés des équipes du matin de la plateforme industrielle de courrier (PIC) de Rennes se sont aussi mis en grève plusieurs fois depuis la fin mars. Eux aussi sont touchés par une attaque contre leurs horaires et leurs conditions de travail. Et tout naturellement, la tournée des popotes des facteurs en grève s’est

orientée vers une prise de contact avec les postiers de la PIC.

Le jeudi 5 avril, à 6 heures, les facteurs ont donc rendu visite au piquet de grève de la PIC. La fraternisation a été rapide. Une assemblée générale commune de 80 personnes s’est tenue. Les échanges très chaleureux ont permis de constater que les patrons de La Poste mènent la même politique de suppressions d’emplois et d’aggravation des conditions de travail dans tous les services. Parmi d’autres interventions révoltées dans l’AG on a entendu : « On est en train de relever la tête. Si ça continue, on sera nombreux à devenir invalides si on les laisse faire » ou : « Il faut leur montrer qu’on n’est pas des esclaves. » D’ailleurs, le vendredi 6, les salariés de la PIC ont envahi le hall pour dire leur fait à une direction qui

ne veut pas revenir sur les dégradations qu’elle veut imposer. Les grévistes de la PIC, de nouveau réunis en AG, n’excluent pas de nouvelles actions à venir.

De leur côté, après cette réussite, les facteurs

grévistes ont organisé lundi 9 avril une visite très animée à la poste centrale République de Rennes. Chose notable, l’accueil des usagers était très bienveillant.

Le rassemblement qui s’est tenu le lendemain

devant la direction a réuni près de 250 personnes. Une manifestation a suivi dans les rues de Rennes, aux cris de « Facteurs en colère » et « La Poste, c’est qui ? La Poste, c’est nous ! » La grève continue.

**Correspondant LO**



## La Poste – Gironde : les réorganisations, on n’en veut pas !

**En Gironde, des dizaines de facteurs étaient toujours en grève le 10 avril.**

Ils luttent depuis plus de quatre semaines contre des réorganisations qui vont notamment se traduire par la réduction de moitié du nombre de facteurs et qui vont fortement dégrader les conditions de travail, avec des journées plus longues et passées en permanence à l’extérieur, six jours sur sept.

Le 6 avril, les facteurs en grève ont réussi à coincer à Fondaudège le PDG de La Poste, Wahl, en goguette sur Bordeaux en compagnie de Dorge, ancien DRH de PSA, à la réputation d’un cost-killer tueur de coûts et recruté par La Poste pour y appliquer les mêmes méthodes. Ces deux pontes pensaient pourtant avoir organisé leur descente dans la ville le plus discrètement possible. Mais ils ont oublié que des travailleurs, il y en a partout, et qu’ils sont très souvent solidaires de ceux qui luttent.

Surpris par les facteurs en grève, Wahl et Dorge ont dû balbutier quelques mots, manifestement plus à l’aise

dans les salons en compagnie des huiles que face à ceux qui font le travail et les bénéficiaires de La Poste.

Sur le fond, pour la direction, rien n’a changé. Ses dernières propositions consistaient à dire aux facteurs que rien ne leur sera imposé, qu’ils auront le choix de refuser les nouveaux horaires. Sauf qu’en cas de refus ils seront mutés sur les bureaux où les réorganisations ne sont pas faites, s’il en reste, et à bien des kilomètres. Cela a été massivement rejeté par les assemblées générales de facteurs. La semaine a donc été marquée par le raidissement de la direction départementale de La Poste qui, voyant que ses manœuvres de division et de renvoi des négociations dans chaque bureau ne prenaient pas, a mis fin à toute discussion. La Poste espère ainsi tuer le mouvement. Cela prouve surtout son inquiétude car dans d’autres villes, comme à Marseille, la contestation monte.

Les 3 et 9 avril, les facteurs de Gironde en grève ont retrouvé les cheminots de la gare de Bordeaux, en grève eux aussi. Chaque jour, ils font des visites dans

les bureaux du département. Ils en ont même fait une dans un bureau du Lot-et-Garonne. Leur perspective est maintenant celle du 12 avril. La grève en sera alors exactement à un mois. À cette occasion, SUD, CGT et FO appellent les facteurs à sortir de nouveau massivement, comme ils l’ont fait le 12 mars au niveau de tout le département. C’est d’ailleurs à l’échelle du pays qu’il faudrait s’opposer à la politique de La Poste et aux suppressions d’emplois qu’elle impose.

Depuis des années, Ile en supprime des milliers en faisant passer ses mauvais coups bureau par bureau, centre par centre. Et les fédérations syndicales comme les dirigeants des syndicats départementaux ont accepté le cadre fixé par la direction en négociant au niveau du bureau, là où le rapport de force est forcément plus défavorable. La grève des facteurs de Gironde a au moins omme ailleurs ce mérite de montrer à tous que, chez les facteurs, s’opposer tous ensemble aux mauvais coups de La Poste est non seulement nécessaire mais possible.

**Correspondant LO**

## Gare Saint-Charles Marseille : ras-le-bol chez Elior Restauration

**Pour protester contre la façon dont ils sont traités, 37 des 53 employés des quatre enseignes de restauration que le groupe Elior gère à la gare Saint-Charles de Marseille se sont mis en grève toute la journée du 30 mars.**

Le groupe Elior, géant de la restauration et du nettoyage, a réalisé plus de 5 milliards de chiffre d’affaires l’an dernier. Il se vante d’être « particulièrement attentif à sa responsabilité sociale », mais la réalité est tout autre.

Les salaires, sans aucune prime, ne dépassent pas le smic. Des postes ont été supprimés, en particulier à l’ouverture, moment où il y a beaucoup de travail. S’il manque quelqu’un, il n’est pas remplacé et chacun doit faire le travail de deux. Il a fallu huit mois pour réparer le monte-charge et c’est le dos des employés qui l’a remplacé. L’insalubrité des locaux de stockage et de préparation fait la joie des cafards, dont

quelques-uns ont visité des tasses de chocolat : « Une expérience consommateur innovante », our reprendre la publicité d’Elior ! Et par-dessus tout, il faut supporter le mépris et le harcèlement du nouveau gérant, qui raffole de sanctions, se permet des remarques en continu et, parfois, des réflexions racistes. La coupe est pleine.

Nombre de salariés ont donc décidé de se syndiquer et d’organiser une journée de grève, la première depuis au moins sept ans, journée qui fut réussie. Les employés attendent la réponse de la direction. Ils sont bien décidés à ne pas laisser tomber et prêts à remettre ça.

**Correspondant LO**

## CHU - Rouen : face au show présidentiel

En tournée de promotion, prétextant la Semaine de l'autisme, Macron était jeudi 5 avril au CHU de Rouen en compagnie de la ministre de la Santé, Buzyn.

Plusieurs centaines de manifestants avaient préparé un comité d'accueil au président. Parmi eux se trouvaient, en plus du personnel du CHU, une grosse délégation de l'hôpital psychiatrique du Rouvray, en grève depuis plus de 15 jours. Sur leur site, les patients s'entassaient dans les couloirs et les chambres, sur des lits de camp et des fauteuils, par manque de place. Il y avait aussi des étudiants mobilisés contre la sélection et des délégations d'entreprises de la région.

Le ministère de l'Intérieur n'avait pas lésiné sur les moyens. Un imposant dispositif policier bloquait les manifestants. À l'intérieur

du service dans lequel Macron est passé, la direction avait mis les moyens pour tout briquer, avait changé les néons, acheté des chaises et des paillasons, nettoyé les vitres et arraché les autocollants. Pourtant, d'habitude, le sous-effectif est constant ; il est difficile de poser ses vacances et pas rare de devoir couper ses congés d'été en deux ; et il faut des semaines pour réparer le moindre néon.

Macron a pu éviter les manifestants grâce à l'abondance d'effectifs policiers, mais il n'a pas pu échapper au personnel du CHU. Des aides-soignantes, dont l'une qui avait déjà refusé de lui serrer la main, ont réussi à

lui dire tout le mal qu'elles pensaient de sa politique au moment de sa pose selfies. « Il faut des moyens pour la santé ! On n'en peut plus des restrictions de budget. Pourquoi vous ne venez pas dans les services où il faut des lits et du personnel ? », lui ont dit deux aides-soignantes.

S'adressant à elles comme si elles n'étaient pas au courant de la situation à l'hôpital, Macron a répondu qu'il n'y avait pas d'argent magique et qu'elles devraient respecter la cause de l'autisme. Elles lui ont répondu qu'elles se levaient tous les jours à 5 heures du matin, elles, pour ces patients.

L'altercation a immédiatement fait le tour de l'hôpital et d'ailleurs. Et ça a plu à tout le monde de voir Macron se faire moucher.

**Correspondant LO**

## CHU - Angers : les suppressions de postes ne passent pas

Jeudi 5 avril, près de 400 salariés du CHU d'Angers se sont retrouvés pour manifester vers le centre-ville, déterminés à faire entendre leur refus du plan d'économies annoncé par la direction.

Les manifestants se sont adressés aux passants en distribuant un tract. Beaucoup de conducteurs répondaient en klaxonnant. Dans ce joyeux tintamarre, à coups de clameurs et de sifflets, le cortège est arrivé à la mairie, où les manifestants ont tenu à s'arrêter pour exprimer ce qu'ils pensaient de la dérobade du maire lors du conseil de

surveillance du 30 mars. C'est là que les grévistes du Cesame (hôpital psychiatrique) les ont rejoints. Eux aussi se battent contre un plan d'économies, des fermetures de lits et de postes.

C'est le cinquième jour de grève depuis le début de l'année. Et, malgré ses déclarations, la direction sait très bien que son plan ne passe pas. Si les restructurations

commencent à être divulguées service par service, c'est bien pour tenter de diviser les salariés, pour éviter que la riposte collective ne s'amplifie.

L'assemblée générale a d'ailleurs décidé de convaincre de nouveaux collègues, pour se retrouver plus nombreux mardi 10 avril à l'entrée de l'hôpital, pour un piquet de 11h à 16h, de façon à rendre encore plus visible aux yeux du public leur refus de ce plan.

**Correspondant LO**

## Services d'urgences en grève :

### À Rochefort

Depuis mercredi 4 avril, la totalité des infirmières, infirmiers et ambulanciers et les douze médecins du service des Urgences du centre hospitalier de Rochefort, soit 80 personnes environ, sont en grève illimitée.

Le personnel dénonce la suppression programmée de 15 lits, alors que les conditions de travail qu'imposent l'Agence régionale de santé et l'administration de l'hôpital frisent déjà la maltraitance organisée. Les 83 médecins des autres services ont déposé également un préavis en solidarité.

Tous expriment leur ras-le-bol et leur colère de voir les malades s'accumuler dans les couloirs, sur des brancards, sans sécurité, sans intimité ni hygiène, parfois sans manger pendant des heures. Le nombre de patients pris en charge aux Urgences est passé de

27 000 en 2010 à 36 000 en 2017. Mais en un an, de 2016 à 2017, l'hôpital a perdu 27 lits, et la direction veut encore supprimer 15 lits ce mois-ci.

À une cinquantaine, médecins et personnel infirmier en repos (les autres étant réquisitionnés) ont organisé un rassemblement à la porte de l'hôpital, avec distribution d'un tract aux usagers pour expliquer les raisons de leur mouvement. Ils font circuler une pétition qui a été très bien accueillie quand ils sont allés la faire signer samedi sur le marché de Rochefort.

Ces travailleurs se sont également adressés aux autres services de l'hôpital, et l'idée d'une action globale des hôpitaux de tout le pays fait son chemin dans certaines têtes, à l'instar des cheminots.

**Correspondant LO**

### À Toulon

« H.A. 88 ans, en attente d'un soin depuis sept heures avec une fracture du col du fémur », « M.B. 87 ans, quatre heures d'attente pour une radio, six pour un verre d'eau, onze pour un lit. Assez ! »

Voilà ce que l'on pouvait lire jeudi 5 avril sur certaines pancartes que portaient les infirmières et aides-soignantes des Urgences de l'hôpital Sainte-Musse de Toulon lors d'un nouveau rassemblement devant l'entrée de leur service. Des exemples de ce qu'elles dénoncent comme des faits de maltraitance et de non-assistance à personne en danger.

Pour protester et exiger la création de 15 postes pour embaucher des infirmiers, aides-soignants et agents d'accueil, le personnel soignant du service des Urgences, soutenu par la CGT, s'est mis en grève illimitée le 1<sup>er</sup> mars et multiplie actions et temps forts chaque jeudi. Elles s'étaient déjà rassemblées devant et dans l'hôpital, avec un piquet festif sous les fenêtres de la direction, puis devant l'ARS (Agence régionale de santé). Elles ont manifesté lors des journées d'action des 15 et 22 mars, et le 3 avril elles étaient devant la gare avec les cheminots, avec à chaque fois un appel à signer et faire signer leur pétition sur les marchés de

l'aire toulonnaise. Comme l'a dit une gréviste : « Non au rendement, non à l'abattage, on n'est pas des robots ! »

La seule réponse de la direction à ces revendications est la venue d'un brancardier de nuit, promis depuis l'an dernier et toujours pas arrivé, et d'une infirmière d'accueil en Pédiatrie. Mais d'autre part elle supprime un infirmier de jour ! À ces refus d'embaucher le personnel nécessaire, elle ajoute la tenue d'une expertise du service des Urgences, comme pour laisser croire que ces travailleurs s'organisent mal. À cela le personnel soignant lui a répondu : « Pas question : les vrais experts, c'est nous et les patients. » Quant à l'ARS, elle n'accepte une réunion qu'en présence de la direction de l'hôpital, ce que les grévistes refusent. Le président du conseil de surveillance de l'hôpital, Hubert Falco, maire de Toulon, fait pour le moment la sourde oreille.

Les grévistes, encouragées par le soutien de la population (leur pétition a déjà recueilli plus de 7 000 signatures), et l'élargissement progressif de leur lutte à d'autres services, sont bien décidées à poursuivre leur mouvement jusqu'à ce qu'elles obtiennent satisfaction car, comme elles le disent, « les problèmes sont les mêmes à tous les étages ».

**Correspondant LO**



# Hôpitaux de Lyon : aux Urgences, la lutte paye

En grève depuis le 2 février pour les uns, début mars pour les autres, une partie des grévistes des Urgences des hôpitaux de Lyon ont décidé d'arrêter la grève.

C'est le cas de ceux de l'hôpital privé à but non lucratif de Saint-Luc/Saint-Joseph. Ils ont obtenu l'engagement de la direction d'embaucher un nouveau médecin et la mise en place d'une consultation avec un médecin de ville à côté des Urgences, pour réduire l'attente et faciliter la prise en charge. Face aux nombreuses situations de violence, un agent de sécurité va être recruté.

À l'hôpital Édouard-Herriot (Hospices civils de

Lyon), sept des neuf postes de brancardier demandés ont été obtenus. Même si certains de ces postes viennent par redéploiement de l'effectif de l'hôpital, un certain nombre de soignants d'un des deux services d'urgences ont jugé que l'on n'obtiendrait pas plus et ont voté la reprise. Par contre, l'autre service d'urgences, spécialisé dans la traumatologie, a décidé majoritairement de poursuivre le mouvement, jugeant que toutes les revendications n'avaient pas été

satisfaites. Il manque encore des agents d'entretien, des administratifs et des aides-soignants. De même ils réclament des revalorisations de salaire, comme une véritable prime de nuit et la reconnaissance de la pénibilité de leur travail.

Ces derniers travailleurs viennent d'être rejoints par les Urgences de l'hôpital psychiatrique du Vinatier, qui rencontrent les mêmes problèmes. Depuis des années, il y a souvent plus de 20 patients pour seulement 11 lits. Des patients, mineurs ou pas, dorment dans les couloirs ou des salons sans toilettes. Cet accueil indigne est source de tensions, qui parfois dégénèrent. Et cela



La manifestation du 22 mars.

risque de ne pas s'améliorer vu que la direction du Vinatier a annoncé 2 millions d'euros d'économies.

De nouvelles actions sont

prévues en commun, avec un point fort lors de la grève interprofessionnelle du 19 avril.

Correspondant LO

## CHU - Limoges : "Plan Stratégie 2020", c'est toujours non !

Jeudi 5 avril, pour la deuxième fois, le personnel ainsi que des retraités et des usagers se sont rassemblés devant le hall du CHU de Limoges.

—Les manifestants ont réaffirmé leur refus de la suppression de 158 postes, de la fermeture de 101 lits, de la diminution des RTT, voire de leur disparition pour certaines catégories, de la suppression du forfait annuel de 28 jours de congés, trois jours étant désormais

soumis à condition, et de la suppression du forfait astreinte.

C'est une attaque en règle contre les repos, les conditions de travail, les salaires et une nouvelle diminution de l'accès aux soins, que la direction nomme Stratégie Limoges 2020 ! La colère du

personnel était d'autant plus grande contre la nouvelle charrette de fermetures de lits que, la dernière semaine de mars, le CHU était classé par No Bed Challenge N°1 des services d'urgences ayant le plus de malades sur brancards la nuit.

Au même moment, le directeur avait réuni dans un amphithéâtre les cadres de l'hôpital qu'il entendait briefer sur sa stratégie.

À plusieurs centaines, les manifestants ont envahi la réunion et l'ont obligé à cesser la réunion pour répondre à leurs interpellations.

Après qu'un représentant syndical eut expliqué que 6 000 usagers du CHU avaient déjà apporté leur soutien au mouvement du personnel en signant une pétition dans le hall ou sur Internet, les témoignages des hospitaliers ont fusé

sur la réalité dans les services, avec le manque de lits, de personnel, les dépassements d'horaires. À chacune de ses interventions, le directeur était pris en flagrant délit de mensonge ! Finalement, le personnel a approuvé la proposition syndicale de refuser en bloc le plan et de se retrouver dans de prochaines actions.

Correspondant LO

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),  
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal avril 2018.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

### Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, merci de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

En les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres

dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à  Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code Postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

### Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org  
www.union-communiste.org  
contact@lutte-ouvriere.org

### Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia  
**Pour les malvoyants**  
www.lutte-ouvriere-audio.org



# Fête de Lutte ouvrière

## 19 - 20 - 21 mai à Presles (Val-d'Oise)

### Un rendez-vous politique

Dans cinq semaines, les 19, 20 et 21 mai, se tiendra la Fête annuelle de Lutte ouvrière. Ce sera un grand rassemblement politique. Tous ceux qui sentent la nécessité de réagir aux attaques de Macron, qui pensent par exemple que la lutte des cheminots doit être celle de tous les travailleurs, pourront s'y retrouver. Lors des nombreux forums, ils pourront discuter des moyens de combattre les mille et un méfaits de cette société capitaliste. L'internationalisme sera mis à l'honneur, à l'opposé des idées antimigrants, xénophobes et chauvines qui se répandent dans la société. Ce sera également un temps de détente, avec les amis ou la famille, et le paradis des enfants, qui pourront durant toute la fête passer d'un jeu ou d'une animation à l'autre.

### Meetings de Nathalie Arthaud dimanche et lundi à 15h



### Les débats

#### Au chapiteau Karl Marx

**William Blanc** : sur la série « Game of Thrones »

**Julien Chuzeville** pour son livre *Un court moment révolutionnaire*. La création du parti communiste en France

**Marie-Laure Dufresne-Castets** et **Pascal Moussy** pour leur ouvrage *La lutte des classes au tribunal*.

**Jacques Legall** (LO) pour son livre *Quand la révolution ébranlait le monde*

**Combat Ouvrier** : le scandale sanitaire, social et écologique du chlordécone aux Antilles

**Claude Guillon** pour le livre *Jacques Roux, le curé rouge* de Walter Markow

**Paul Galois** (LO), à l'occasion de la réédition du livre *Le mouvement ouvrier pendant la Première Guerre mondiale* d'Alfred Rosmer

**Jean-Jacques Marie** pour ses ouvrages : *Les femmes dans la révolution*

*russe et Les bolcheviks par eux-mêmes*

**Éliane Viennot** : comment la langue française est devenue un instrument de domination

#### À la Cité médiévale

**William Blanc** : la légende du roi Arthur

**Cyrille Marconi** : la justice pénale au haut Moyen Âge

**Julien Théry** : les hérésies et l'Inquisition au Moyen-âge

### Féminin/masculin

Le nombre impressionnant de femmes qui révèlent les agressions sexistes dont elles ont été victimes témoigne de la persistance de rapports de domination et d'oppression entre hommes et femmes.

Certains tentent toujours d'expliquer, si ce n'est de justifier, cette domination masculine par le fait que la nature doterait les femmes de douceur et de faiblesse et les hommes de détermination et de force.

Il n'en est rien ! Le sexe biologique ne suffit pas à faire une femme ou un homme, c'est l'organisation sociale et la culture qui construisent et formatent le féminin et le masculin. Les relations sociales entre hommes et femmes ont une histoire qui s'inscrit dans l'histoire des sociétés. Elles changeront avec elles.

**Au carrousel de la connaissance** : spectacle audiovisuel de 45 minutes.

### Au chapiteau scientifique

**Scientifiques et chercheurs** viennent exposer de manière simple et accessible certaines de leurs recherches, et répondre aux questions du public.

**Stéphane Bortzmeyer** : la surveillance d'Internet.

**Alain Chedotal** : les images en 3D du cerveau du fœtus humain.

**Christophe Clanet** : les physiciens à l'école des sportifs de haut niveau.

**François Costard** : à la recherche de la vie sur Mars.

**Jean-Paul Demoule** : la révolution néolithique.

**Pascal Depaepe** : pourquoi l'homme de Neandertal a-t-il disparu ?

**Hervé Dole** : balade en images dans l'univers.

**David Fossé** : les exoplanètes.

**Jean-Michel Graciès** : la maladie de Parkinson.

**Michel Kreutzer** : à quoi pensent les animaux.

**Christophe Lavelle** : quand la science se penche sur nos casseroles.

**Alban Orsini** : le diabète.

**Marc-André Selosse** : ces microbes qui construisent les plantes, les animaux et les civilisations.

**Dominique de Vienne** : comment la matière devient vivante.

**Pauline Zarrouk** : matière noire, énergie noire.



**Le jeune Karl Marx** de Raoul Peck  
**Le Caire confidentiel** de Tarik Saleh  
**120 battements par minute** de Robin Campillo  
**Une famille syrienne** de Philippe Van Leeuw  
**Out** de György Kristóf  
**I am not your Negro** de Raoul Peck  
**Le vénérable W** de Barbet Schroeder

### Les cartes et bons

Il y a tout intérêt à acheter la carte d'entrée à l'avance. Achetée aujourd'hui, elle ne coûte que 15€. Sur place, elle sera vendue 20€. Cartes et bons d'achat (4 euros pour une valeur de 5 euros) sont disponibles auprès de nos camarades, sur le site de la fête, ou bien par courrier accompagné d'un chèque à l'ordre de Lutte ouvrière :

Fête de Lutte ouvrière  
BP 20029  
93501 Pantin Cedex



Programme, informations pratiques, commande de cartes et bons

[fete.lutte-ouvriere.org](http://fete.lutte-ouvriere.org)



À l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire des mouvements de 1968 en France et dans le monde, des expositions,

des débats, des films et des publications seront consacrés à cette grande explosion sociale. L'accent sera mis sur les grèves, la participation des travailleurs au mouvement dans les entreprises, ce qu'il a changé et

ce qui aurait pu changer. **Présentation du livre de témoignages, édité par Lutte ouvrière** : *Mai-juin 1968, souvenirs de militants ouvriers*. **Exposition photo** : *Le Mai 68* de Gerald Bloncourt

